

Paris, le 18 septembre 2018

Contact presse  
Marie-Sophie Thiroux  
msthiroux@laligue.org  
Tél. 01 43 58 97 39

### **Plan pauvreté : un plan qui nourrit des espoirs mais des manques qui justifient une vigilance lucide**

La « Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté » présentée par le président de la République le 13 septembre dernier doit être reçue comme l'annonce positive d'une mobilisation générale contre le scandale que constitue l'existence de 9 millions de citoyens pauvres dont 3 millions d'enfants et adolescents. La Ligue de l'enseignement, qui a été associée au débat national, juge en particulier pertinentes les mesures en faveur de l'enfance (accès aux droits fondamentaux que sont la santé et la restauration scolaire pour les plus démunis), de la petite enfance (accueil des enfants de familles pauvres dans les crèches), ou encore celles qui vont renforcer la prévention du décrochage pour les 16-18 ans. Toutes ces mesures vont dans le bon sens et doivent être saluées.

Mais le plan pauvreté est finalement très en deçà pour ce qui concerne l'école. S'il faut se féliciter des efforts engagés en REP et REP+ (les effectifs allégés en CP/CE1), il ne faut pas oublier de prévenir et de lutter contre les effets de la pauvreté ailleurs sur le territoire, notamment en zones rurales. On doit aussi regretter le silence sur le montant des bourses, par exemple au collège, dont il faut poursuivre la revalorisation amorcée en 2016-2017 : on dépense aujourd'hui encore beaucoup plus pour les études d'un « premier de cordée » en lycée que pour un collégien boursier. De même, si le président de la République a eu raison de dire en s'adressant aux pauvres : « le problème ce n'est pas vous, c'est nous. Le problème ce n'est pas celles et ceux qui naissent ou vivent dans la pauvreté, c'est ceux qui ne veulent plus les voir, les regarder », le silence du plan sur les mesures favorisant la mixité sociale et scolaire, nécessaire à la réussite scolaire des enfants des milieux populaires, est difficilement compréhensible.

En tout état de cause, la Ligue de l'enseignement restera attentive à l'évaluation qui sera faite des résultats effectifs du plan. Il ne faudrait pas en effet que les choix économiques et sociaux effectués par ailleurs (suppression de l'ISF, réduction des APL, suppression des contrats aidés qui met en difficulté les associations qui agissent au plus près de nos concitoyens pauvres, non-indexation des prestations sociales sur l'inflation...) viennent diminuer l'impact du plan d'envergure qui vient d'être annoncé.